



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance et emploi

Question au Gouvernement n° 922

Texte de la question

ENGAGEMENTS EUROPÉENS DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Jean Leonetti, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean Leonetti. Monsieur le Premier ministre, la force d'un grand pays est de s'exprimer d'une seule voix vis-à-vis de ses partenaires européens. Vous en avez appelé au devoir de mémoire, eh bien, nous allons nous souvenir ensemble !

Il paraît difficile de saluer la finance à la City et de déclarer, à Paris, qu'elle est notre ennemi.

Il paraît difficile de saluer le modèle allemand à Leipzig et de laisser vos ministres attaquer l'Allemagne et dénoncer l'égoïsme allemand en France en comparant la chancelière à Bismarck. (*" Eh oui ! " sur les bancs du groupe UMP.*)

Il paraît difficile de louer les réformes courageuses que Schröder, chancelier socialiste, avait mises en oeuvre en Allemagne et de refuser de les mettre en oeuvre en France. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Il paraît difficile de s'engager à faire des réformes structurelles devant la Commission européenne à Bruxelles et de s'en offusquer dès le retour à Paris en refusant de les mettre en oeuvre.

M. Henri Emmanuelli. Et Sarko ? Souvenez-vous de son numéro !

M. Jean Leonetti. Il paraît difficile, enfin, de prôner une gouvernance économique européenne et de mener une politique tout à fait opposée à celle de notre voisin et partenaire allemand en matière de fiscalité et de politique économique.

On ne peut pas, monsieur le Premier ministre, parler comme Pierre Moscovici à Bruxelles et comme Arnaud Montebourg à Paris. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

On ne peut pas, monsieur le Premier ministre, tenir un langage " caméléon " qui change de ton en fonction de l'endroit où l'on se trouve. Nos partenaires, notre pays ont besoin de clarté.

Monsieur le Premier ministre, avez-vous l'intention, oui ou non, de respecter le traité européen et de mettre en oeuvre les engagements que vous avez pris devant la Commission européenne ? (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

Plusieurs députés du groupe UMP. Montebourg !

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur le député, non seulement nous tenons le même langage, mais pour ma part, je tiens le même discours à Bruxelles et à Paris, discours qui se fonde sur le constat suivant : notre pays se trouve dans une situation dégradée et nous avons l'obligation, le devoir impérieux, de le redresser. À cette fin, nous avons engagé un nombre de réformes considérables qui viennent d'être saluées aujourd'hui même par le FMI, qui a rendu son rapport sur la France. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Nous avons mis en oeuvre la réforme du marché du travail la plus importante depuis quarante ans (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) ainsi que la réforme sur la compétitivité (*Mêmes mouvements.*)

Votre majorité n'a rien entrepris de tel ! Nous avons en outre mené la réforme sur la modernisation de l'action publique (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), sur la simplification.

M. Claude Goasguen. Ah bon ?

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Nous sommes dans un processus de transformation de notre économie et de notre société.

M. Claude Goasguen. Cela doit être virtuel !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. C'est ce que nous avons présenté à la Commission européenne, à Bruxelles, dans le cadre du programme de stabilité, du programme national de réformes qui a été voté par l'ensemble de la majorité.

Nous avons, et c'est naturel, un débat avec la Commission européenne. Je vous rappelle qu'elle nous a accordé, ce qu'elle n'avait jamais fait pour personne, deux ans pour revenir à un niveau de déficit souhaitable. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Elle l'a fait pour une raison simple : nous permettre de ménager la croissance. Et cela, vous ne l'avez jamais obtenu !

La Commission nous demande de faire des réformes : nous les faisons. En même temps, comme le Président de la République l'a dit, il est légitime que nous choissions nos voies et moyens, que nous appliquions les réformes avec nos idées, nos valeurs, en respectant notre modèle social. Il n'y a dans tout cela aucune forme de contradiction, vous le savez bien, monsieur le député. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Il y a, au contraire, une très grande cohérence, une très grande volonté ; le courage de la réforme, celui que vous n'avez jamais eu ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean Leonetti](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (7^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 922

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 juin 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 juin 2013](#)